

CONVENTION SUR LE FUTUR DE L'EUROPE

"LA DIMENSION REGIONALE ET LOCALE"

Intervention du Représentant du Gouvernement Portugais, Prof. Ernâni Lopes, lors de la
Session Plénière de la Convention
Bruxelles, 6-7/02/2003

1. Nous reconnaissons le rôle très important des régions et des localités dans le développement harmonieux des Etats-membres de l'Union. Promouvoir la cohésion territoriale doit être un but à poursuivre par l'Union.
2. Il serait avantageux d'améliorer et de développer les mécanismes de consultation aux autorités locales et régionales s'agissant d'initiatives qui les concernent directement. Ceci est particulièrement important pour améliorer la qualité de législation et afin d'assurer le respect du principe de la subsidiarité.
3. En ce qui concerne la composition du Comité des Régions, nous estimons qu'il faut maintenir les dispositions arrêtées à Nice.
4. La composition des délégations nationales au Comité des Régions doit appartenir à chaque Etat-membre.
5. La proposition d'obliger le Conseil ou la Commission à justifier les raisons qui les auraient poussés à ne pas avoir suivi l'opinion du Comité des Régions ne nous semble pas nécessaire. Toutefois, il faudrait, le cas échéant, prévoir un meilleur fondement de certaines décisions.
6. Nous sommes favorables à ce que le Comité des Régions puisse avoir recours au Tribunal de Justice lorsqu'une consultation obligatoire au Comité n'a pas été effectuée.
7. Le Comité des Régions pourra faire appel au Tribunal de Justice en raison de la violation du principe de subsidiarité

selon les termes et conditions proposées para le «Groupe de Travail Subsidiarité».

8. Au delà de la jurisprudence fixée à ce sujet par le Tribunal de Justice, la possibilité de certaines régions à capacité législative de se référer au Tribunal de Justice doit prendre en considération trois points essentiels :

- la nécessité de respecter l'ordre constitutionnel des Etats-membres;
- la nécessité d'éviter que, par ce biais, les compétences de l'Union puissent être remises en cause;
- éviter, d'un point de vue de procédure, qu'un tel recours puisse servir de prétexte à la paralysie du processus de décision.

9. Comme le Parlement Européen, nous aussi estimons qu'il est très important que le futur Traité consolide l'actuel article 299 n°2 du Traité de la Communauté Européenne en ce qui concerne les Régions Ultrapériphériques.